

Lettre d'information Situation en Israël et en Palestine dans le contexte de l'épidémie COVID-19

❖ La situation en Palestine et en Israël

Jusqu'à présent, la **Bande de Gaza** est plutôt épargnée par l'épidémie, avec **9 cas confirmés au 26 mars 2020, tous placés en quarantaine**. Toutefois, les autorités, ainsi que les différentes organisations humanitaires et de la société civile, multiplient les mesures de précaution et de protection. Par exemple, des dizaines de femmes et de jeunes filles revenant d'Égypte (qui compte près de 370 cas de COVID-19 actifs) ont été placées en quarantaine à leur retour dans la Bande. Cependant, leur confinement se déroule dans des conditions drastiques et déplorables, les autorités n'ayant pas les ressources suffisantes pour leur garantir une quarantaine de qualité raisonnable.

Les habitant.e.s de Gaza craignent **le risque de contagion du virus en raison de la forte densité de population** (2 millions de Palestinien.ne.s) **sur un territoire aussi restreint** (superficie de 360 km²). D'autant plus que le système de santé dans la Bande de Gaza aura la capacité de soigner uniquement 150 cas (dont 50 sévères). Malgré les inquiétudes des gazaoui.e.s, nous avons été informées d'un incroyable élan de solidarité au sein de la population : don de produits par une entreprise d'hygiène, don de lits et préparation de repas pour les personnes placées en quarantaine par des familles, transformation d'un hôtel en lieu de quarantaine par son propriétaire, etc.

En **Cisjordanie**, le premier cas de COVID-19 a été identifié le 5 mars 2020 à Bethléem. Le virus y aurait été amené par des touristes grecs. Dès lors, l'Autorité palestinienne a déclaré **l'état d'urgence** sur tout le territoire, et décidé de fermer les écoles, universités, mosquées, et églises pendant un mois. Depuis le 7 mars, le gouvernement palestinien a imposé un **verrouillage de la ville de Bethléem**. De plus, la circulation entre les différentes localités de Palestine est restreinte et les contrôles de police sont fréquents afin de faire respecter ces restrictions. Le 22 mars, le Premier ministre de l'Autorité palestinienne a imposé un **confinement total aux citoyen.ne.s de Cisjordanie pendant deux semaines**, n'autorisant les déplacements que pour les personnes travaillant dans des établissements de santé, des

pharmacies, des boulangeries et des supermarchés, et pour les personnes devant se rendre dans l'une de ces infrastructures.¹

Les différentes mesures adoptées par les autorités semblent montrer des résultats positifs puisque le nombre de personnes contaminées augmentent très peu depuis plusieurs jours (77 personnes contaminées à l'écriture de la lettre). Un seul décès a, à ce jour, été déclaré.

En **Israël**, au 27 mars, 3035 cas de personnes atteintes du Covid 19 sont recensés en Israël². Israël a adopté des mesures strictes rapidement. Le 9 mars, le Premier ministre a déclaré une quarantaine obligatoire pour toutes les personnes entrant en Israël. Depuis, plusieurs mesures de plus en plus restrictives ont été prises : confinement avec possibilité de sortie limitée à 100 mètres de chez soi (annoncée le 25 mars), rassemblements interdits, tous les travailleurs des administrations publiques et des collectivités locales non critiques ont été mis en congé payé jusqu'à la fin du congé de la Pâque, les entreprises du secteur privé de plus de 10 employés ont été obligées de réduire de 70 % le personnel présent sur le lieu de travail.

Le 2 mars, pour les élections législatives israéliennes de 2020, de nombreux isolements ont été installés pour 5 630 citoyens israéliens en quarantaine qui avaient le droit de voter.

Une propagation du virus aurait des effets catastrophiques. En effet, les **infrastructures de soins intensifs** sont très mauvaises, Israël étant classé très bas dans la liste reprenant le nombre de lits de soins intensifs par habitant.

Ce sont bien sûr les plus fragiles qui risquent d'être les plus touchés : la situation des quelques 35 000 migrants est particulièrement terrible³, la question des Palestiniens dans les villages non reconnus⁴ aussi.

Des check-points ont été mis en place entre villes et dans Tel Aviv notamment pour faire respecter les règles de confinement, les Israéliens continuant à se rendre à la plage, à faire du sport, etc.

L'Autorité palestinienne et le gouvernement israélien ont donc pris des mesures strictes et rigoureuses afin de freiner la propagation du virus.

Le 18 mars dernier, le gouvernement israélien a même autorisé les Palestiniens travaillant en Israël à rester dans le pays pendant les deux prochains mois, afin d'éviter d'aggraver la propagation du virus entre Israël et la Cisjordanie. Cela concernerait environ les 70 000 travailleurs travaillant dans les domaines de la santé, de l'agriculture et du bâtiment. Dans la lignée de cette mesure, le gouvernement palestinien a demandé à ces travailleurs de choisir, d'ici le vendredi 20 mars, entre retourner en Palestine ou rester en Israël pendant la durée nécessaire à l'élimination du risque de contagion.

⇒ Lire : [Les travailleurs palestiniens face à un choix difficile : gagner leur vie ou se protéger du coronavirus](#)

Mais le 26 mars, l'Autorité palestinienne a ordonné à tous ses citoyens travaillant en Israël de revenir en Cisjordanie et de s'y mettre en quarantaine. Cette décision fait suite aux renvois d'ouvriers palestiniens malades sans prise en charge médicale, et à l'indignation

¹ <https://fr.timesofisrael.com/premier-ministre-de-lap-confinement-total-pour-freiner-la-propagation-du-virus/>

² Le 1er cas a été confirmé le 21 février 2020 : une femme testée positive à son retour de quarantaine sur le navire Diamond Princess au Japon.

³ <https://www.972mag.com/asylum-seekers-israel-coronavirus/>

⁴ <https://www.adalah.org/en/content/view/9928>

suscitée par les conditions de travail et d'hébergement de certains d'eux eux durant l'épidémie.⁵

❖ La situation politique en Israël

Le **contexte politique** est tout à fait inédit en Israël. Pour la première fois les termes de « coup d'Etat rampant » sont prononcés en Israël.⁶ Certains vont même jusqu'à parler de dictature comme Yuval Harari dans un post Facebook.⁷

Dans un contexte de rebondissement politique, Netanyahu élu pour la 3^{ème} fois et dont le procès s'est ouvert le 17 mars, a invoqué le coronavirus pour fermer le Parlement. Le président du Parlement, membre du Likoud, a avalisé et annoncé la fermeture le 18 mars. Ainsi est écarté tout passage de loi qui aurait pu être présentée proposant qu'une personne mise en examen ne saurait diriger le pays tant que dure la procédure judiciaire.

Cela vient après l'annonce le 15 mars par le ministre de la Justice du gel des activités non urgentes des tribunaux et en conséquence du report du procès pour corruption du Premier ministre Benjamin Netanyahu du 17 mars au 24 mai.

Par ailleurs, le 17 mars, le service de sécurité du Shin Bet a été autorisé à suivre les déplacements des personnes diagnostiquées comme porteuses du coronavirus par le biais de leur téléphone portable (et cela rétrospectivement), décision fortement critiquée comme une invasion des libertés civiles.

« Yossi Verter, chroniqueur politique du quotidien Haaretz dresse ainsi son bilan sur les trois semaines écoulées depuis les élections législatives du 2 mars : « *Tenir son pays en otage, jouer sur la peur des citoyens, exploiter la crise du coronavirus à des fins d'extorsion politique, prêcher l'unité tout en semant la division et la haine, éroder la démocratie sous couvert de sécurité nationale* »⁸

Michael Sfar, avocat de nombreuses associations écrit « *Dans cette optique, il n'y a pas de combinaison plus mortelle qu'un gouvernement nationaliste à tendance fasciste dirigé par Benjamin Netanyahu - un homme jugé pour de graves accusations de corruption et qui est en pleine lutte pour sa liberté - et un état d'urgence. Cet état, même lorsqu'il est confronté à une véritable urgence comme la pandémie de coronavirus, est le fondement de la manipulation et de la violation massive des droits civils par le gouvernement.* »

⁵ <https://www.middleeasteye.net/fr/reportages/coronavirus-les-travailleurs-palestiniens-ordonnes-de-quitter-israel-en-raison-de>

⁶ <https://www.972mag.com/coronavirus-netanyahu-coup-knesset/>

⁷ Dans de nombreuses démocraties, les gouvernements promulguent désormais des décrets d'urgence. C'est une bonne chose. Mais en Israël, une prise de contrôle non démocratique vient de se produire. Lorsqu'Angela Merkel promulgue des décrets d'urgence, elle le fait en tant que dirigeante démocratiquement élue de l'Allemagne. Mais en Israël, Netanyahu n'est pas un dirigeant démocratiquement élu. Il a perdu les récentes élections, et ses rivaux ont maintenant une majorité au Parlement et forment un nouveau gouvernement. Ainsi, sous prétexte de combattre le coronavirus, Netanyahu a fermé le parlement israélien, ordonné aux gens de rester chez eux et promulgue les décrets d'urgence qu'il souhaite. C'est ce que l'on appelle une dictature.

⁸ <https://orientxxi.info/magazine/israel-le-coronavirus-au-secours-de-netanyahou,3741>

❖ Les partenaires face à l'épidémie COVID-19

Comme vous pouvez vous en douter, **les partenaires ont dû adapter leurs activités à ce contexte, voire à les suspendre pour une durée indéterminée. La majorité des partenaires ont demandé à leurs équipes de travailler depuis leur domicile.**

En **Cisjordanie**, **Yes Theatre** a ainsi décidé de mettre en attente ses différents projets et envisage d'utiliser Internet pour la mise en place de certaines activités. Le **Conseil des Eglises du Moyen-Orient** a dû également suspendre les formations professionnelles, dispensées en Cisjordanie auprès des jeunes, des femmes et des agriculteur.rice.s.

Depuis plus d'une semaine, les partenaires présents dans la **Bande de Gaza** se sont préparés à l'éventualité d'une propagation du virus sur le territoire et se sont donc adaptés aux consignes de l'OMS, tout en essayant d'assurer une continuité de leur travail. L'antenne du **Conseil des Eglises du Moyen-Orient** à Gaza propose ainsi ses cours de formation professionnelle à distance grâce à Internet. **Community Media Center**, qui travaille principalement sur les questions de communication et les réseaux sociaux, partage les informations de l'OMS liées au COVID-19 sur sa page Facebook et sur WhatsApp. L'organisation a également décidé de suspendre ses formations. **Culture et Pensée Libre**, quant à elle, a pris des mesures strictes afin de contenir la propagation du virus, tout en maintenant certaines activités (liées à la santé, aux violences basées sur le genre, à l'éducation et au psychosocial) regroupant moins de cinq personnes. Les écoles étant désormais fermées, 40 classes de soutien scolaires ont déjà été filmées ces derniers jours afin d'assurer la continuité des cours dispensés habituellement dans les centres de CPL. Ce partenaire a également développé des activités d'urgence en réponse à la situation des personnes placées en quarantaine : soutien psychosocial par téléphone, distribution de kits d'hygiène, etc.

En **Israël**, les partenaires sont quasiment tous confinés à la maison, en télétravail. Une partie des équipes est en « chômage ». Quelques salariés de certaines associations se rendent encore au bureau (autorisation pour les entreprises de moins de 10 personnes si possibilité de travailler à distance les uns des autres). C'est le cas de **ISTV** ou **Sadaka Reut**.

Plusieurs associations ont revu de manière précise leurs plans d'activités (**Baladna** et **Sadaka Reut**, **ISTV**, **Emek Shaveh**, etc.) et les ont partagés avec nous : une partie des activités sont poursuivies à distance mais la majorité a dû cesser car elles nécessitent rencontres entre jeunes, avec le public, enquêtes de terrain, visites de lieux, etc.

Quelques articles :

- Situation politique en Israël
[Israël. Le coronavirus au secours de Nétanyahou](#)
- Bande de Gaza
[« L'endroit le plus sûr au monde » : les Gazaouis ironisent sur la menace de coronavirus](#)
[« Palestiniens et Israéliens se serrent la main pour le coronavirus »](#)
- Détenu.e.s palestinien.ne.s
[Coronavirus : les détenus palestiniens en Israël craignent pour leur vie](#)

[Appel de Defence for Children International – Palestine : Avec la pandémie de COVID-19, Israël doit libérer tous les enfants palestiniens détenus](#)

[En anglais] [Palestinian prisoners left in the dark by Israel's coronavirus restrictions](#)

Liens utiles :

[Situation du Coronavirus en Palestine](#)

[Situation du Coronavirus en Israël](#)

Pour suivre l'évolution du Coronavirus dans le monde : [carte développée par la John Hopkins University & Medicine](#)